

# ET LE HEZBOLLAH DE

# VIENT MAÎTRE DU JEU

Au sortir de la guerre civile, en 1989, le Liban peine à retrouver sa stabilité politique et économique. Financé par la République islamique d'Iran, avec le soutien de la Syrie, le parti chiite Hezbollah s'impose peu à peu dans les institutions étatiques. Alors que la résistance contre Israël se poursuit, le pays court vers la crise.

**R**assurez-vous, le Liban demeurera la patrie de tous les Libanais et ne disparaîtra pas. » Ce 22 mai 1991, le président libanais Elias Hraoui a la voix confiante. L'accord de Taëf, signé en 1989, a mis fin à la guerre civile et décrété le désarmement des milices de tous bords qui ont ensanguiné le pays durant quinze ans. La FINUL, la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, a pris position au Sud-Liban pour confirmer le retrait des troupes israéliennes et aider le gouvernement à rétablir son autorité dans la région. L'homme d'affaires, issu d'une famille de chrétiens maronites, mais lui-même farouchement anti-confessionnel, vient de signer un traité de fraternité avec Hafez el-Assad, l'homme fort de la Syrie. Ce document de six pages prévoit une coopération quasi totale entre les deux États. Au grand dam d'Israël, qui voit s'éloigner son rêve d'une alliance avec la droite chrétienne libanaise, mais avec l'aval des États-Unis, de la France et de l'Égypte, qui espèrent un pas vers la paix et la reconstruction au pays du Cèdre.

Le Liban et la Syrie ont, il est vrai, une longue histoire commune. Dès le Moyen Âge, ces deux territoires étaient réunis dans Bilad al-Sham, le nom donné par les conquérants arabes à la Grande Syrie, qui comprenait également les États actuels de la Jordanie, de la Palestine et une partie de la Turquie. De 1516 à 1920, durant 400 ans, la Syrie et le Liban ont partagé les mêmes codes, coutumes

Des membres du Hezbollah brandissent des armes et drapeaux à Kfar Kila, à près de 120 km au sud de Beyrouth, le 24 mai 2000, après le retrait complet des forces israéliennes de leur « zone de sécurité », occupée pendant près de 20 ans.



72 LES CAHIERS DE SCIENCE &amp; VIE

LES CAHIERS DE SCIENCE &amp; VIE 73

LIBAN // LE DOSSIER



Des adolescents libanais saluent les soldats syriens à bord de leurs chars soviétiques, venus comme force de maintien de la paix, en novembre 1976, pour mettre fin à 19 mois de guerre civile au Liban.

et usages en tant que provinces de l'Empire ottoman. Avant d'être l'une et l'autre placées sous mandat français par la Société des Nations, de 1923 à 1946, puis d'accéder en parallèle à l'indépendance, après la Seconde Guerre mondiale. Mais en 1991, les deux États paraissent bien inégaux. Le Liban sort très affaibli par les années de guerre civile, alors que la Syrie de Hafez el-Assad dispose d'une armée puissante. « Dès 1976, les troupes syriennes sont entrées au Liban à la demande du président Aminé Gemayel pour « sauver » les chrétiens menacés par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Tout en s'imposant comme « médiateur » dans les conflits entre les milices libanaises, le régime syrien n'a cessé de jouer le jeu des alliances et des contre-alliances, en fonction des intérêts du moment », rappelle l'historien de l'islam contemporain Pierre-Jean Luizard dans *Les Racines du chaos, cinq États arabes en faille*. « À l'issue de la guerre civile, le seul allié de la Syrie sur la longue durée semble être le Hezbollah, ce groupe paramilitaire soutenu par la République islamique d'Iran et présent au Liban, qui se revendique défenseur des populations chiites marginalisées et de la résistance régionale. »

## DE LA MILICE AU POUVOIR

Dans les années 1990-2000, la situation géopolitique au Liban reste explosive. Israël a retiré ses troupes du pays, mais maintenant au sud une zone tampon, contrôlée avec l'aide de l'Armée du Sud-Liban, une milice composée de chrétiens maronites et de musulmans chiites opposés au Hezbollah. La Syrie à majorité sunnite, elle, campe sur ses positions armées au nord, sans aucune date précise de retrait. Autant dire que le conflit est loin d'être achevé. « C'est dans la plaine de la Bekaa, proche de leur frontière, que les Syriens s'installent le plus durablement. La route qui traverse cette vallée, prolongée par la « trouée de Homs », leur offre le contrôle

de la circulation vers les grandes villes de la Syrie centrale », détaille Daniel Meier, expert à l'Observatoire du monde arabo-musulman. Cette présence militaire ne tarde pas à affecter l'économie locale en imposant la taxation de toutes les productions libanaises, la concurrence des produits syriens, la stérilisation des terrains agricoles occupés par les camps militaires, la réquisition des habitations par l'armée. Supervisée par les autorités syriennes, sous la conduite de trafiquants turcs, l'extension des surfaces de cannabis et la réintroduction des cultures de pavot permettent de financer la montée en puissance du Hezbollah.

« C'est en effet dans cette même plaine de la Bekaa qu'a émergé le Parti de Dieu, financé et équipé par l'Iran. Ses premiers cadres dirigeants sont originaires de la région et le parti recrute parmi ses habitants », reprend Daniel Meier. Le président syrien Hafez el-Assad voit dans le Hezbollah des forces bienvenues pour maintenir la pression sur l'Armée du Sud-Liban, soutenue par l'État hébreu. Au mépris de l'accord de Taëf, qui imposait le désarmement des milices, le Liban sous tutelle syrienne accorde au groupe paramilitaire chiite le droit exclusif de conserver ses armes pour défendre ses frontières et ferme les yeux sur le transit de ses combattants depuis l'Iran. Un avantage dont le Parti de Dieu profite pour s'affirmer sur le terrain militaire, en envoyant ses hommes combattre au Sud-Liban. Harcelée par le Hezbollah, l'Armée du Sud-Liban voit les désertions se multiplier, quitte progressivement les localités qu'elle occupait et finit par s'effondrer. Désormais dépourvu d'allié dans la région, Israël se décide à mettre en œuvre la résolution 425 du Conseil de sécurité des Nations unies : en 2000, l'État hébreu se retire derrière la Ligne bleue, de son côté de la frontière avec le Liban. Mais la FINUL a beau patrouiller le long de cette ligne matérialisée côté israélien par un mur, le Hezbollah renforce son arme-

ment et entreprend de creuser un gigantesque réseau de tunnels reliant le sud du Liban à la banlieue de Beyrouth et à la vallée de la Bekaa. Dès 1997, Israël et le Département d'État américain désignent la branche armée du Hezbollah comme une organisation terroriste. De 2008 à 2013, à la suite des attentats perpétrés par l'organisation en Europe, ils seront rejoints par la Grande-Bretagne, l'Australie, le Canada et l'Union européenne.

« Alors que le camp chrétien se divise de plus en plus, que la résistance palestinienne a été vaincue, le Hezbollah a désormais les mains libres pour s'imposer comme un acteur central au Liban, avec l'aide de l'Iran et le soutien décisif de Damas », note Pierre-Jean Luizard. Porté par son leader, le cheikh Hassan Nasrallah, le Parti de Dieu s'emploie à devenir un mouvement politique incarnant la résistance nationale contre Israël et le soutien aux déshérités chiites, qui représentent 27 % de la population totale du Liban. Dès l'élection de 1992, le Hezbollah a obtenu un député au Parlement. En 1998, il se retrouve à la tête de nombreux conseils municipaux. Il s'implique sur le territoire libanais dans l'élaboration et le fonctionnement de nombreuses institutions, telles que des écoles, des orphelinats, des centres agricoles, des hôpitaux et des programmes sociaux environnementaux. « À chaque crise avec Israël, le Hezbollah attend désormais du gouvernement qu'il agisse en complémentarité avec lui, en soutenant politiquement la cause de la Résistance. Moyennant quoi il respecte son engagement de ne pas déstabiliser le pouvoir par les armes », reprend Daniel Meier.

## DE HARIRI À LA DOMINATION CHIITE

Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York, la Syrie est dans le viseur des gouvernements occidentaux. En 2004, l'ONU vote le retrait de l'armée syrienne et la tenue d'élections libres au Liban. Le 14 février 2005, l'ancien Premier ministre libanais Rafiq Hariri, un musulman sunnite

Des partisans du Hezbollah brandissent le portrait de Hassan Nasrallah, lors des funérailles des commandants du mouvement Ibrahim Kobelissi et Hussein Ezredine, le 25 septembre 2024.

opposé à l'influence de la Syrie sur son pays, est tué dans l'explosion de son véhicule blindé en plein cœur de Beyrouth. Cet assassinat spectaculaire est à l'origine de la révolution du Cèdre, qui met dans les rues la population libanaise et aboutit au départ des derniers soldats syriens du Liban en 2005. En 2006, le général Michel Aoun, l'ancien combattant des Forces armées libanaises, de retour au Liban, conclut un accord avec le Hezbollah. La même

année, Israël enclenche la guerre de 33 jours pour tenter de détruire le potentiel militaire du groupe armé. En vain. L'État hébreu est contraint de se retirer du Sud-Liban. Hassan Nasrallah, le secrétaire général du Hezbollah depuis 1992, est consacré héros national pour beaucoup de Libanais. Jamais le pouvoir du parti chiite n'a été aussi grand.

Dans un tel contexte, le Printemps arabe trouve moins d'espace au Liban que dans les pays voisins. En 2013, alors que la Syrie s'effondre dans le chaos de sa propre guerre civile, le Hezbollah envoie ses miliciens sauver le régime dictatorial de Bachar el-Assad. Exit le mouvement révolutionnaire des années 1980, les rôles sont désormais inversés. En 2014, faute d'accord entre les partis politiques, le Parlement libanais ne parvient pas à réunir le quorum pour organiser les élections, le Liban n'a plus de président. Et il faut attendre deux ans et demi pour voir revenir à sa tête le

général Michel Aoun, allié au Hezbollah. Alors que la corruption s'érige en système, le Liban boite tête baissée vers la crise. « À Tripoli, plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté. Le pays connaît de graves pénuries d'eau potable, des coupures d'électricité récurrentes, un chômage toujours plus élevé et une inflation galopante, due à l'effondrement de la livre libanaise face au dollar », rappelle Pierre-Jean Luizard. La taxe sur l'application WhatsApp, jusqu'alors gratuite au Liban, est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. En octobre 2019, un mouvement de contestation d'une ampleur inédite se propage au



Le 8 novembre 2019, des diplômés au chômage participent à une marche dans la ville portuaire libanaise de Tripoli, au cœur des manifestations sans précédent contre le gouvernement, qui ont commencé à secouer le Liban le 17 octobre de la même année.

74 LES CAHIERS DE SCIENCE &amp; VIE

LES CAHIERS DE SCIENCE &amp; VIE 75

À LIRE...  
Les récits du chaos, Irak, Syrie, Liban, Yémen, Lybie, Croatie, Arabes en fuite, Pierre-Jean Luizard, éd. Tallandier 2022.

Le Liban, du mythe phénicien aux partis politiques, Corinne Weyant, éd. La Carrière 2022.

Le 4 août 2020, une explosion massive au port, ressentie jusqu'à Chypre, à 240 kilomètres au nord-ouest de Beyrouth, causée par l'ignition de 2750 tonnes de nitrate d'ammonium. Bilan : 235 morts, 6500 blessés et des quartiers entiers ravagés.

Liban. Comme au Caire ou à Bagdad quelques années auparavant, la place des Martyrs de Beyrouth et la place al-Nour de Tripoli deviennent le théâtre du désespoir croissant de la population, qui réclame des réformes tout en déniait la capacité de la classe politique à les mettre en œuvre. « *Kelhon ya'né kelhon!* » (Tous, dégagez!) clament les contestataires. La participation des femmes de toutes confessions est massive. À l'issue des consultations des parlementaires libanais, l'homme d'affaires Hassan Diab est nommé Premier ministre, à la tête d'un gouvernement formé par une coalition entre le Hezbollah, le mouvement Amal et le Courant patriotique libre fondé par Michel Aoun. Le scrutin est marqué par l'abstention de la majorité des députés sunnites.

En 2020, la pandémie de coronavirus s'invite dans la crise libanaise. Elle va faire plus de 10 000 morts dans le pays. Malgré le confinement décrété par le gouvernement, des centaines de manifestants continuent de défiler en scandant « *Révolution!* ». La police intervient après le couvre-feu pour démonter et brûler les tentes. Des heurts opposent des contestataires à des partisans du Hezbollah, tandis que Hassan Nasrallah met en garde contre la chute des institutions. Le 7 mars 2020, le Premier ministre annonce le premier défaut de paiement de l'histoire du pays. Autrefois banque du Moyen-Orient, le Liban n'est plus en mesure de rembourser sa dette colossale. « *À la fin de la guerre civile, les pétromonarchies du Golfe avaient permis au pays de*

*s'endetter toujours plus, dans un contexte de spéculation débridée pour sa reconstruction. Leurs intérêts, bancaires notamment, allaient alors de pair avec leur influence politique. La prééminence du Hezbollah et de l'Iran au pays du Cèdre les dissuade désormais de continuer à jouer le rôle de financiers du système* », note Pierre-Jean Luizard.

#### L'EXPLOSION DU PORT

Le 4 août 2020, une violente explosion dévaste le port de Beyrouth, par lequel transitent 70 % des importations libanaises. L'onde de choc cause 235 morts, des milliers de blessés et de sans-logis. Un produit extrêmement dangereux, le nitrate d'ammonium, était entreposé depuis des années dans des conditions négligentes. Accident tragique ou autre origine ? L'explosion suscite de vives spéculations. Un an plus tard, les Libanais descendent dans la rue pour dénoncer l'incapacité du gouvernement à identifier les responsables. Le Hezbollah cristallise particulièrement la colère populaire. Las, depuis décembre 2021, l'enquête est suspendue. En 2023, 38 États ont néanmoins présenté une déclaration conjointe auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, appelant les autorités libanaises à respecter leurs obligations et à rouvrir une enquête transparente, indépendante et rapide sur la catastrophe. Les attaques du Hamas, suivies des ripostes israéliennes visant Gaza et le Hezbollah au Liban, ont depuis éclipsé le sujet.

Pascale Desclos

# TERRORISTES OU LIBÉRATEURS?



Un mois après la campagne d'élimination de ses cadres, par l'explosion de milliers de bidons sur le sol libanais et l'assassinat de Hassan Nasrallah dans un gigantesque bombardement israélien sur la banlieue sud de Beyrouth, en septembre 2024, le Hezbollah s'est doté d'un nouveau secrétaire général : le cheikh Naim Qassem, 71 ans. Un homme aussitôt passé dans la clandestinité, dont l'État hébreu promet la mort. En se choisissant un nouveau chef en temps de guerre, le parti islamiste chiite a envoyé un message à ses partisans, qui paient le prix fort des intenses frappes israéliennes visant la plaine de la Bekaa et le sud du Liban. Il a aussi rappelé à ses opposants que, même si le Hezbollah est considérablement affaibli, la résistance continue. « *Le Hezbollah se reconstruira lentement, et ses cadres éliminés seront remplacés par une nouvelle génération de dirigeants tout aussi radicalisés, qui n'auront pas oublié les ravages provoqués par Israël au Liban* », pronostiquait en novembre 2024 dans *Le Monde diplomatique* le journaliste new-yorkais Adam Scharf. L'occasion de rappeler que, depuis le milieu des années 1980, le Hezbollah suscite des interprétations divergentes. « *Pour les uns, c'est un mouve-*

Lors d'une manifestation pro-Hezbollah, en 2008, une jeune femme agite un drapeau et un poster à l'effigie du leader Hassan Nasrallah (à droite), du général et chef de l'opposition chrétienne Michel Aoun au centre, et à gauche du député Nabih Berri.

mière, il faut en finir avec la seconde. Enfin, il y a la narration du Hezbollah et de ses partisans : il n'est pas un mouvement terroriste, puisque ses armes bénéficient d'un principe de légalité au Liban. » Durant les trois dernières décennies, des Libanais de toutes confessions ont partagé cette vision d'un Hezbollah « résistant » et « nationaliste ». À leurs yeux, le parti chiite soutenu par l'Iran n'a jamais exactement été un État dans l'État. Il a eu au contraire un rapport fort avec l'État. Après avoir libéré le Sud-Liban de l'occupation israélienne et sécurisé les frontières de l'État, le Hezbollah a en effet joué le jeu des élections et de l'équilibre interconfessionnel. Même s'il s'est compromis pour beaucoup en apportant son soutien armé au régime dictatorial de Bachar el-Assad, en 2013. Mais tout a changé dès le lendemain des attaques du 7 octobre. Face à la passivité des autres dirigeants arabes, mais contre l'avis de la majorité de la population libanaise, le Hezbollah a décidé d'ouvrir un front nord pour soutenir le Hamas et la population de Gaza et forcer Israël à conclure un cessez-le-feu. Depuis, le Liban tout entier a replongé dans la guerre.

P.D.



PHOTO: J. HADOUT / ANSA / A. RAJES / SIPA

IMAGES / ALBIRHALLA / EPA